

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2004-2005

23 MARS 2005

Projet de loi transposant en droit belge la directive européenne 2001/29/CE du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information

Procédure d'évocation

AMENDEMENTS

N° 5 DE M. **BROTCORNE**

Art. 7

Supprimer cet article.

Justification

Lors de la transposition de la directive sur les bases de données, le législateur belge a conféré un caractère impératif à l'ensemble des exceptions au droit d'auteur et aux droits voisins (articles 23bis et 46bis de la loi du 30 juin 1994). En conséquence, un contrat ne peut y déroger. En effet, « à défaut de reconnaître un tel statut aux exceptions sur les œuvres, le caractère impératif imposé par la directive aux exceptions sur la base de données risquait d'être « paralysé en pratique par des clauses visant les œuvres insérées en tout ou en partie dans des bases de données » (S. Dusollier, infra., n° 650; De Visscher/Michaux, Précis du droit d'auteur et des droits

Voir :

Documents du Sénat :

3-1073 - 2004/2005 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N° 2 : Amendements.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2004-2005

23 MAART 2005

Wetsontwerp houdende de omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn 2001/29/EG van 22 mei 2001 betreffende de harmonisatie van bepaalde aspecten van het auteursrecht en de naburige rechten in de informatiemaatschappij

Evocatieprocedure

AMENDEMENTEN

Nr. 5 VAN DE HEER **BROTCORNE**

Art. 7

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Bij de omzetting van de richtlijn over de rechtsbescherming van databanken heeft de Belgische wetgever een dwingend karakter verleend aan alle uitzonderingen op het auteursrecht en op de naburige rechten (artikelen 23bis en 46bis van de wet van 30 juni 1994). Bijgevolg kan men niet via contractuele weg afwijken van die uitzonderingen. Het is immers zo dat « à défaut de reconnaître un tel statut aux exceptions sur les œuvres, le caractère impératif imposé par la directive aux exceptions sur la base de données risquait d'être paralysé en pratique par des clauses visant les œuvres insérées en tout ou en partie dans des bases de données »

Zie :

Stukken van de Senaat :

3-1073 - 2004/2005 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Amendementen.

voisins, p. 102, n° 114). C'est là une spécificité de la législation belge.

L'article 7 et l'article 12 du projet complètent les articles 23*bis* et 46*bis* de la LDA supprimant le caractère impératif des exceptions au droit d'auteur et aux droits voisins « lorsqu'il s'agit d'œuvres qui sont mises à la disposition du public à la demande (...) de manière à ce que chacun puisse y avoir accès individuellement », c'est-à-dire autorise les dérogations contractuelles aux exceptions au droit d'auteur dans le cas de la mise à disposition de l'œuvre « on line ».

Selon l'exposé des motifs cette modification serait rendue nécessaire car le caractère impératif des exceptions soulèverait des difficultés pour la transposition de la directive et pourrait freiner le développement de la vente d'œuvres à la demande (1137/001, p. 18).

Cette solution ne nous paraît pas respecter le subtil équilibre atteint en matière de droit d'auteur et de droits voisins dans l'ordre juridique belge. Comme le fait remarquer un auteur qui a analysé cette disposition de l'avant-projet en détail (S. Dusollier, *infra*, n° 652) :

« Cette dérogation à l'affirmation du statut impératif des exceptions mène à des conséquences saugrenues. Telle ou telle exception serait impérative dans tel environnement et non dans tel autre. Or, déclarer qu'une disposition légale est impérative, c'est reconnaître la nécessité de protéger les intérêts de contractants plus faibles. Ces intérêts, et le besoin de leur accorder une protection spécifique, restent identiques quel que soit le type de contrat conclu ».

Cet auteur illustre son propos par un exemple éclairant : « Aurait-on idée de déclarer que les règles protectrices des consommateurs sont incontournables dans tout type de contrat, mais que l'on pourrait y déroger lorsque le contrat est conclu lors d'une démarche de vente en porte-à-porte ? ».

Il met en garde le législateur sur le fait que « ce retour à un caractère supplétif des exceptions aura également une portée plus large que la simple volonté de faire cohabiter notre régime d'exceptions normalement impératives et l'article 6(4), alinéa 4, de la directive » puisque *de facto* elle revient à permettre de déroger aux exceptions au droit d'auteur lorsque le contrat est conclu « on line ». « Par exemple, un contrat de licence conclu par Internet et mettant une chanson à la disposition d'un utilisateur pourrait prévoir que toute parodie de cette chanson ou toute interprétation lors d'un examen public est interdite. L'effet de cette disposition nouvelle, on le voit, dépasse sensiblement le seul objectif de favoriser le développement de la vente d'œuvres à la demande ».

De surcroît, « lorsque le législateur entend faire de même pour nuancer l'énonciation du caractère impératif des exceptions au droit *sui generis* sur les bases de données, on peut même se demander s'il ne contrevient pas ainsi à la directive du 11 mars 1996 sur les bases de données qui impose ce caractère impératif ».

L'argument selon lequel, la directive impose de concilier le caractère impératif des exceptions avec l'exclusion du régime de sauvegarde des exceptions face aux mesures techniques dans les modèles contractuels de diffusion d'œuvres à la demande ne nous paraît pas correct.

(S. Dusollier, *infra*, nr. 650; De Visscher/Michaux, Précis du droit d'auteur et des droits voisins, blz. 102, nr. 114). Dat is een specificiteit van de Belgische wetgeving.

Artikel 7 en artikel 12 van het ontwerp vullen de artikelen 23*bis* en 46*bis* van de AW aan en bepalen dat de uitzonderingen op het auteursrecht en op de naburige rechten niet langer van dwingend recht zijn « wanneer het werken betreft die voor het publiek beschikbaar zijn gesteld op grond van overeengekomen bepalingen op zodanige wijze dat leden van het publiek daartoe toegang hebben op een door hen individueel gekozen plaats en tijd ». Die artikelen staan dus contractuele afwijkingen toe van de uitzonderingen op het auteursrecht wanneer het werk on line beschikbaar wordt gesteld.

Volgens de memorie van toelichting is die wijziging noodzakelijk omdat het dwingend karakter van de uitzonderingen problemen zou opleveren bij de omzetting van de richtlijn en een rem zou kunnen zijn voor de verkoop « on demand » van werken on line (Kamerstuk 1137/001, p. 18).

Deze oplossing lijkt ons geen rekening te houden met het subtiel evenwicht dat werd bereikt op het gebied van het auteursrecht en de naburige rechten in de Belgische rechtsorde. Een auteur die deze bepaling uit het voorontwerp in detail heeft geanalyseerd, formuleert het zo (S. Dusollier, *infra*, nr. 652) :

« Cette dérogation à l'affirmation du statut impératif des exceptions mène à des conséquences saugrenues. Telle ou telle exception serait impérative dans tel environnement et non dans tel autre. Or, déclarer qu'une disposition légale est impérative, c'est reconnaître la nécessité de protéger les intérêts de contractants plus faibles. Ces intérêts, et le besoin de leur accorder une protection spécifique, restent identiques quel que soit le type de contrat conclu ».

Deze auteur licht zijn betoog toe aan de hand van een verhelderend voorbeeld : « Aurait-on idée de déclarer que les règles protectrices des consommateurs sont incontournables dans tout type de contrat, mais que l'on pourrait y déroger lorsque le contrat est conclu lors d'une démarche de vente en porte-à-porte ? ».

De auteur waarschuwt de wetgever in verband met het feit dat « ce retour à un caractère supplétif des exceptions aura également une portée plus large que la simple volonté de faire cohabiter notre régime d'exceptions normalement impératives et l'article 6(4), alinéa 4, de la directive » aangezien *de facto* toegestaan wordt dat wordt afgeweken van de uitzonderingen op het auteursrecht wanneer de overeenkomst on line gesloten is. « Par exemple, un contrat de licence conclu par Internet et mettant une chanson à la disposition d'un utilisateur pourrait prévoir que toute parodie de cette chanson ou toute interprétation lors d'un examen public est interdite. L'effet de cette disposition nouvelle, on le voit, dépasse sensiblement le seul objectif de favoriser le développement de la vente d'œuvres à la demande ».

Daarenboven is het zo dat « lorsque le législateur entend faire de même pour nuancer l'énonciation du caractère impératif des exceptions au droit *sui generis* sur les bases de données, on peut même se demander s'il ne contrevient pas ainsi à la directive du 11 mars 1996 sur les bases de données qui impose ce caractère impératif ».

Het argument volgens hetwelk de richtlijn ertoe verplicht het dwingend karakter van de uitzonderingen te verzoenen met de uitsluiting van de regeling inzake behoud van de uitzonderingen wanneer het gaat om technische voorzieningen in de contractuele modellen voor de verspreiding van werken on line, lijkt ons niet correct.

Le texte européen ne tranche pas la nature des exceptions laissant toute compétence aux États membres sur ce point. Cette latitude laissée aux États quant au caractère supplétif ou impératif des exceptions est démontrée dans la thèse de doctorat défendue par Séverine Dusollier publiée en 2005 (Droit d'auteur et protection des œuvres dans l'univers numérique — Droits et exceptions à la lumière des dispositifs de verrouillage des œuvres, Bruxelles, Larcier, 2005).

« N° 652 : Bien que cela reste controversé, nous estimons que la transposition de la directive n'empêchait pas le législateur belge de conserver cette qualification impérative, dans la mesure où nous avons conclu que le texte européen laisse sur ce point toute compétence aux États membres ».

En effet, l'article 6(4) de la directive « ne vise que le contrat qui régit la fourniture d'une œuvre à la demande sans qu'il soit précisé si ce contrat aborde ou non la question des exceptions. L'existence de ce contrat entre les parties enclenche alors une dérogation au système de l'article 6(4), de telle sorte que la mesure technique peut alors déployer toute sa mesure. La directive ne tranche pas pour autant la légitimité de ce contrat à empêcher le bénéfice d'une exception, bien qu'elle encourage, par cette disposition, une solution contractuelle, dans le cadre de la diffusion interactive d'œuvres, aux problèmes suscités par les exceptions ».

L'amendement proposé vise donc à préserver un caractère impératif à l'ensemble des exceptions au droit d'auteur et aux droits voisins, en ce compris pour la diffusion en ligne, et ainsi éviter que ces exceptions soient partiellement paralysées par des dispositions contractuelles.

N° 6 DE M. BROTCORNE

Art. 12

Supprimer cet article.

Justification

Voir la justification de l'amendement n° 5.

N° 7 DE M. BROTCORNE

Art. 26

Remplacer l'article 79bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, par ce qui suit :

« Toute personne qui contourne toute mesure technique efficace, en sachant ou en ayant des raisons valables de penser que ce contournement peut faciliter la commission du délit de contrefaçon visée à l'article 80, est coupable du « délit de contournement illicite de mesures techniques ». Ce délit est sanctionné par les sanctions prévues aux articles 81 et 83 à 86 ».

De Europese tekst spreekt zich niet uit over de aard van de uitzonderingen. De bevoegdheid voor de bepaling daarvan wordt volledig overgelaten aan de lidstaten. Die beoordelingsvrijheid die aan de staten gelaten wordt met betrekking tot het suppletief of dwingend karakter van de uitzonderingen wordt aangetoond in de doctoraatsverhandeling van Séverine Dusollier die in 2005 werd gepubliceerd (Droit d'auteur et protection des œuvres dans l'univers numérique — Droits et exceptions à la lumière des dispositifs de verrouillage des œuvres, Brussel, Larcier, 2005).

« N° 652 : Bien que cela reste controversé, nous estimons que la transposition de la directive n'empêchait pas le législateur belge de conserver cette qualification impérative, dans la mesure où nous avons conclu que le texte européen laisse sur ce point toute compétence aux États membres ».

Artikel 6(4) van de richtlijn beoogt immers alleen « le contrat qui régit la fourniture d'une œuvre à la demande sans qu'il soit précisé si ce contrat aborde ou non la question des exceptions. L'existence de ce contrat entre les parties enclenche alors une dérogation au système de l'article 6(4), de telle sorte que la mesure technique peut alors déployer toute sa mesure. La directive ne tranche pas pour autant la légitimité de ce contrat à empêcher le bénéfice d'une exception, bien qu'elle encourage, par cette disposition, une solution contractuelle, dans le cadre de la diffusion interactive d'œuvres, aux problèmes suscités par les exceptions ».

Het voorgestelde amendement beoogt dus het dwingend karakter van alle uitzonderingen op het auteursrecht en op de naburige rechten te behouden, ook bij de verspreiding on line. Op die manier wordt voorkomen dat die uitzonderingen gedeeltelijk worden uitgehouden door contractuele bepalingen.

Nr. 6 VAN DE HEER BROTCORNE

Art. 12

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Zie de verantwoording bij amendement nr. 5.

Nr. 7 VAN DE HEER BROTCORNE

Art. 26

Artikel 79bis, § 1, eerste lid, vervangen als volgt :

« Eenieder die een doeltreffende technische voorziening omzeilt en die weet of redelijkerwijze behoort te weten dat deze omzeiling het plegen van het misdrijf van namaking bedoeld in artikel 80 kan vergemakkelijken, is schuldig aan het « misdrijf van het ongeoorloofd omzeilen van technische voorzieningen ». Dit misdrijf wordt gestraft overeenkomstig de artikelen 81 en 83 tot 86 ».

Justification

Le nouvel article 79bis, § 1^{er}, prévoit une sanction pénale en cas de contournement illicite de toute mesure technique efficace.

Le texte de l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} de l'article 79bis du projet de loi recèle de nombreuses incertitudes juridiques et rédactionnelles. En vertu de cette disposition, les éléments constitutifs de l'infraction nouvellement créée se décomposeraient en un élément matériel, deux éléments moraux et une présomption de fraude :

l'élément matériel: contournement d'une mesure technique efficace;

le premier élément moral (ou dol général): savoir ou avoir des raisons valables de penser qu'il contourne une mesure technique efficace;

le deuxième élément moral (ou dol spécial): savoir ou avoir des raisons valables de penser que ce contournement peut faciliter la commission d'une infraction à l'article 80 de la LDA, soit le délit de contrefaçon;

la présomption de fraude: l'existence du second élément moral est présumée, c'est-à-dire qu'il appartient au prévenu de rapporter la preuve contraire (c'est-à-dire qu'il ne savait pas ou n'avait pas de raisons valables de penser que le contournement facilitait une infraction de contrefaçon).

Un tel renversement de la charge de la preuve en matière pénale, ou présomption de fraude, est très inhabituel. Dans notre système pénal, la charge de la preuve pèse en principe sur le ministère public.

Si un tel mécanisme de présomption a effectivement été instauré par l'article 67bis des lois coordonnées relatives à la circulation routière qui prévoit que certaines infractions en matière de roulage sont censées avoir été commises par le titulaire de la plaque d'immatriculation du véhicule lorsque le conducteur n'a pas été identifié au moment de la constatation de l'infraction. « Cette dérogation au principe qui impose l'administration de la preuve à la partie poursuivante se justifie par le but visé par le législateur en la matière, savoir l'efficacité de la lutte contre la délinquance routière, plus spécialement dans les cas où l'identification de l'auteur de l'infraction est malaisée » (discours prononcé par M. Jean du Jardin, Procureur général près la cour de cassation, à l'audience solennelle de rentrée le 1^{er} septembre 2003, p. 15).

Il résulte de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme que « les présomptions de droit ou de fait figurant dans les lois répressives ne sont pas en soi incompatibles avec la présomption d'innocence, si elles sont enserrées dans des limites raisonnables prenant en compte la gravité de l'enjeu et en préservant les droits de la défense » (Cour eur. D.H., arrêt Salabiaku du 7 octobre 1988, série A, n° 141-A, § 28). Ce qui ne nous paraît pas être le cas en l'espèce.

Un tel mécanisme de présomption de culpabilité ne nous semble pas souhaitable pour le délit de contournement illicite d'une mesure technique. Aucune raison impérieuse ne justifie de présumer l'existence d'une intention particulière de l'auteur des faits (dol spécial) puisque cette preuve pourrait parfaitement être rapportée par le ministère public.

L'existence de deux éléments moral nous apparaît également superflue. En effet, le premier élément moral est d'office compris dans le second. En effet, si une personne sait ou on a des raisons valables de penser que le « contournement facilite la commission du délit de contrefaçon » *de facto* il sait ou on a des raisons valables de penser qu'il « contourne une mesure technique efficace ». La redondance nuisant à la lisibilité du texte, nous ne l'avons pas repris dans le texte proposé.

Verantwoording

Het nieuwe artikel 79bis, § 1, voorziet in een strafrechtelijke sanctiëring van de ongeoorloofde omzeiling van elke doeltreffende technische voorziening.

De tekst van artikel 79bis, § 1, eerste lid, van het wetsontwerp, bevat veel juridische en terminologische onduidelijkheden. Krachtens deze bepaling, kunnen de constitutieve elementen van het nieuwe misdrijf worden opgedeeld in een materieel element, twee morele elementen en een vermoeden van bedrog :

materieel element: het omzeilen van een doeltreffende technische voorziening;

eerste moreel element (of algemeen opzet): weten of redelijkerwijze behoren te weten dat een doeltreffende technische voorziening wordt omzeild;

tweede moreel element (of bijzonder opzet): weten of redelijkerwijze behoren te weten dat die omzeiling het plegen van het misdrijf bedoeld in artikel 80 van de AW, namelijk namaking, kan vergemakkelijken;

vermoeden van bedrog: de aanwezigheid van het tweede moreel element wordt vermoed, dit wil zeggen dat de beklaagde het tegendeel moet bewijzen (namelijk dat hij niet wist of niet redelijkerwijze behoorde te weten dat de omzeiling het misdrijf van namaking kon vergemakkelijken).

In strafzaken komt dergelijke omkering van de bewijslast, met andere woorden een vermoeden van bedrog, heel zelden voor. In ons strafrechtelijk systeem rust de bewijslast in principe op het openbaar ministerie.

Het vermoeden van schuld is inderdaad ingevoerd in artikel 67bis van de gecoördineerde wetten betreffende de politie over het wegverkeer. Daarin wordt bepaald dat een overtreding van deze wet wordt vermoed te zijn begaan door de titularis van de nummerplaat van het voertuig, als de bestuurder bij de vaststelling van de overtreding niet is geïdentificeerd. « Die afwijking van het beginsel volgens hetwelk de bewijslast op de vervolgende partij weegt, kan worden verantwoord in het licht van het doel dat door de wetgever is nagestreefd, met name een doeltreffende bestrijding van de verkeersdelinquentie in gevallen waarin het moeilijk is de identiteit van de overtreder vast te stellen » (rede van de heer Jean du Jardin, procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, op de plechtige openingszitting van 1 september 2003, blz. 15).

Uit de jurisprudentie van het Europees Hof voor de rechten van de mens, blijkt dat « les présomptions de droit ou de fait figurant dans les lois répressives ne sont pas en soi incompatibles avec la présomption d'innocence, si elles sont insérées dans des limites raisonnables prenant en compte la gravité de l'enjeu et en préservant les droits de la défense » (EHRM, arrest Salabiaku van 7 oktober 1988, reeks A, nr. 141-A, § 28). Mijns inziens is dat hier niet het geval.

Voor het misdrijf van het ongeoorloofd omzeilen van een technische voorziening lijkt de invoering van een vermoeden van schuld ons niet wenselijk. Er is geen enkele dwingende reden om het vermoeden in te voeren dat de dader van de feiten specifieke bedoelingen zou hebben (bijzonder opzet): het openbaar ministerie is perfect in staat om het bewijs daarvoor te leveren.

Het lijkt ons ook overbodig om twee morele elementen te hanteren. Het eerste morele element is immers sowieso begrepen in het tweede. Als iemand weet of redelijkerwijze behoort te weten dat de « omzeiling het plegen van het misdrijf van namaking vergemakkelijkt » weet hij *de facto* ook of behoort hij redelijkerwijze te weten dat hij « een doeltreffende technische voorziening omzeilt ». Die nodeloze toelichting maakt de tekst minder leesbaar en daarom hebben wij ze in onze voorgestelde tekst laten vallen.

Au niveau purement légistique, le renvoi à l'article 82 de la LDA dans cette disposition est erroné car cet article traite du mécanisme de saisie spéciale des recettes provenant du délit et ne concerne donc pas une infraction (or le texte stipule « peut faciliter la commission d'infractions visées aux articles 80 et 82 »).

Le texte proposé simplifie la disposition pénale. Les éléments constitutifs de l'infraction nouvellement créée se décomposent comme suit :

l'élément matériel : contournement d'une mesure technique efficace;

l'élément moral (ou dol spécial) : savoir ou avoir des raisons valables de penser que ce contournement peut faciliter la commission du délit de contrefaçon visée à l'article 80.

Le texte proposé est conforme à l'article 6.1 de la directive.

N° 8 DE M. BROTCORNE

Art. 26

Remplacer l'article 79bis, § 2, alinéa 1^{er}, par ce qui suit :

« § 2. Les ayants droits prennent dans un délai raisonnable des mesures volontaires adéquates, y compris des accords avec les autres parties concernées, afin de fournir à l'utilisateur d'une œuvre ou d'une prestation, les moyens nécessaires pour pouvoir bénéficier des exceptions prévues à l'article 21, alinéa 3, à l'article 22, § 1^{er}, 4^o, 4^obis, 4^oter, 4^oquater, 8^o, 10^o, 11^o et 13^o à l'article 22bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o à 5^o, et à l'article 46, 3^obis, 3^oter, 7^o, 9^o, 10^o et 12^o lorsque celui-ci a un accès licite à l'œuvre ou à la prestation protégée par les mesures techniques ».

Justification

La liste limitative des exceptions pour lesquels des « mesures volontaires adéquates » doivent être prises par les ayants droits nous semble incomplète. Elle ne correspond d'ailleurs pas à la liste reprise à l'article 87bis, § 1^{er}, 2^o (liste des exceptions pour lesquels le président du tribunal de première instance peut enjoindre aux ayants droits de prendre des mesures nécessaires).

Le présent amendement vise à compléter cette liste avec les références des exceptions « oubliées ».

Les ajouts concernent :

l'article 22, § 1^{er}, 4^oquater : la communication d'œuvres à des fins d'illustration de l'enseignement;

l'article 22, § 1^{er}, 13^o : la reproduction d'émissions, par des établissements hospitaliers, pénitentiaires, d'aide à la jeunesse ou d'aides aux personnes handicapées reconnus;

Vanuit zuiver wetgevingstechnisch oogpunt is de verwijzing naar artikel 82 van de AW fout: dit artikel handelt over het bijzonder beslag op ontvangsten die uit het misdrijf voorkomen en dus niet over een misdrijf op zich (terwijl in de tekst nu sprake is van het vergemakkelijken van « het plegen van inbreuken bedoeld in de artikelen 80 en 82 »).

De voorgestelde tekst maakt de strafbepaling dus eenvoudiger. De constitutieve elementen van het nieuwe misdrijf kunnen dus als volgt worden opgedeeld :

materieel element : omzeiling van een doeltreffende technische voorziening;

moreel element (bijzonder opzet) : weten of redelijkerwijze behoren te weten dat deze omzeiling het plegen van het misdrijf van namaking bedoeld in artikel 80 kan vergemakkelijken.

De voorgestelde tekst stemt overeen met artikel 6.1 van de richtlijn.

Nr. 8 VAN DE HEER BROTCORNE

Art. 26

Artikel 79bis, § 2, eerste lid, vervangen als volgt :

« § 2. De rechthebbenden nemen binnen een redelijke termijn afdoende vrijwillige maatregelen, waaronder overeenkomsten met andere betrokken partijen, om ervoor te zorgen dat de nodige middelen verschaft worden aan de gebruiker van een werk of een prestatie om van de uitzonderingen bepaald in artikel 21, derde lid, artikel 22, § 1, 4^o, 4^obis, 4^oter, 4^oquater, 8^o, 10^o, 11^o en 13^o, artikel 22bis, § 1, eerste lid, 1^o tot 5^o, en artikel 46, 3^obis, 3^oter, 7^o, 9^o, 10^o en 12^o, gebruik te kunnen maken mits de gebruiker op rechtmatige wijze toegang heeft tot het door de technische voorziening beschermde werk of prestatie. ».

Verantwoording

De beperkende lijst van de uitzonderingen waarvoor « afdoende vrijwillige maatregelen » moeten worden genomen door de rechthebbenden, lijkt ons onvolledig. Ze komt overigens niet overeen met de lijst in artikel 87bis, § 1, 2^o (lijst van de uitzonderingen waarvoor de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg de rechthebbenden het nemen van passende maatregelen kan opleggen).

Dit amendement strekt ertoe die lijst aan te vullen met de verwijzingen naar de « vergeten » uitzonderingen.

De toevoegingen betreffen :

artikel 22, § 1, 4^oquater : de mededeling van werken ter illustratie bij onderwijs;

artikel 22, § 1, 13^o : de reproductie van uitzendingen, door erkende ziekenhuizen, gevangenissen en instellingen voor jeugd- of gehandicaptenzorg;

l'article 46, 3^o*ter*: la communication d'œuvres à des fins d'illustration de l'enseignement;

l'article 46, 12^o: la reproduction d'émissions, par des établissements hospitaliers, pénitentiaires, d'aide à la jeunesse ou d'aides aux personnes handicapées reconnus.

N° 9 DE M. BROTCORNE

Art. 26

Remplacer l'article 79bis, § 2, alinéa 2, par ce qui suit :

« Les dispositions visées au premier alinéa sont d'application pour ce qui concerne les exceptions prévues aux articles 22, § 1^{er}, 5^o et 46, alinéa 1^{er}, 4^o. Toutefois, pour ces deux exceptions, le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, peut modaliser l'exercice des dispositions visées à l'alinéa 1^{er} dans le cas où elles porteraient atteinte à l'exploitation normale des œuvres, ou prestations et causerait un préjudice illégitime aux intérêts des ayants droits ».

Justification

Dans le projet de loi, les exceptions de « copie privée dans le cercle de la famille » ne sont pas reprises dans la liste du nouvel article 79bis, § 2, pour lesquels des « mesures volontaires adéquates » doivent être prise par les ayants droits. Ce n'est que si un arrêté en Conseil des ministres est adopté que ce droit pourrait être étendu à ces exceptions. Il en résulte qu'en l'absence d'une telle délibération, les ayants droits peuvent s'opposer à la copie privée par le biais de « mesures techniques efficaces ».

L'objectif du présent amendement est d'inverser ce dispositif. Les exceptions pour copie privée dans le cercle de la famille » doivent être facilitées par le biais de « mesures volontaires ». Ce n'est que dans le cas où une atteinte illégitime aux intérêts des ayants droits serait constatée que le Conseil des ministres a la faculté de modaliser ce mécanisme des « mesures volontaires adéquates » pour la « copie privée dans le cercle de la famille ».

N° 10 DE M. BROTCORNE

Art. 30

Au point 2^o du § 1^{er} de l'article 87bis, remplacer les mots « ou aux dispositions déterminées par le Roi en vertu de l'article 79bis, § 2, alinéa 2 » par les mots « ou aux exceptions prévues aux articles 22, § 1^{er}, 5^o et 46, alinéa 1^{er}, 4^o mais pour ces deux dernières exceptions dans le respect des conditions éventuellement fixées par le Roi sur pied de l'article 79bis, § 2 ».

artikel 46, 3^o*ter*: de mededeling van prestaties ter illustratie bij onderwijs;

artikel 46, 12^o: de reproductie van uitzendingen, door erkende ziekenhuizen, gevangenissen en instellingen voor jeugd- of gehandicaptenzorg.

Nr. 9 VAN DE HEER BROTCORNE

Art. 26

Artikel 79bis, § 2, tweede lid, vervangen als volgt :

« De bepalingen bedoeld in het eerste lid zijn van toepassing op de uitzonderingen bedoeld in de artikelen 22, § 1, 5^o en 46, eerste lid, 4^o. Voor beide uitzonderingen kan de Koning echter, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, nadere regels vaststellen voor de toepassing van de bepalingen bedoeld in het eerste lid, wanneer zij afbreuk doen aan de normale exploitatie van werken of van prestaties en de belangen van de rechthebbenden op onwettige wijze schaden ».

Verantwoording

Krachtens het voorliggende wetsontwerp behoort de uitzondering van « het kopiëren voor eigen gebruik in familiekring » niet tot de lijst van uitzonderingen uit het nieuwe artikel 79bis, § 2, waarvoor de rechthebbenden « afdoende vrijwillige maatregelen » moeten nemen. Dit recht kan enkel tot deze uitzonderingen worden uitgebreid als daartoe in de Ministerraad een besluit wordt vastgesteld. Als dat niet gebeurt, kunnen de rechthebbenden zich tegen het kopiëren voor eigen gebruik verzetten door middel van « doeltreffende technische voorzieningen ».

Dit amendement strekt ertoe deze bepaling om te keren. De uitzonderingen voor het kopiëren voor eigen gebruik in familiekring moeten worden vergemakkelijkt door middel van « vrijwillige maatregelen ». Pas wanneer wordt vastgesteld dat de belangen van de rechthebbenden op onwettige wijze worden geschaad, kan de Ministerraad het mechanisme van de « afdoende vrijwillige maatregelen » aanpassen voor het « kopiëren voor eigen gebruik in familiekring ».

Nr. 10 VAN DE HEER BROTCORNE

Art. 30

In het 2^o van § 1 van artikel 87bis de woorden « of in de bepalingen door de Koning bepaald krachtens artikel 79bis, § 2, tweede lid » vervangen door de woorden « of van de uitzonderingen bepaald in de artikelen 22, § 1, 5^o en 46, eerste lid, 4^o, maar voor deze twee laatste uitzonderingen met inachtneming van de eventueel door de Koning op basis van artikel 79bis, § 2, vastgestelde voorwaarden ».

Justification

Cette modification a pour but de mettre en concordance l'article 30 avec la modification proposée à l'article 26.

N° 11 DE M. **BROTCORNE**

Art. 30

À l'article 87bis, § 1^{er}, proposé, apporter les modifications suivantes :

a) au point 2°, insérer les mots « 4^o quater » entre le mot « 4^o ter » et le mot « 8° » de l'article 22, § 1^{er} et les mots « 3^o ter » entre le mot « 3^o bis » et le mot « 7° » de l'article 46.

b) au point 3°, remplacer les mots « 79bis, § 5 » par les mots « 79bis, § 4 ».

Justification

a) La liste limitative des exceptions pour lesquels le président du tribunal de première instance peut enjoindre aux ayants droits de prendre des mesures nécessaires nous semble incomplète. Le présent amendement vise à compléter cette liste avec les références des exceptions « oubliées ».

Les ajouts concernent :

l'article 22, § 1^{er}, 4^o quater : la communication d'œuvres à des fins d'illustration de l'enseignement;

l'article 46, 3^o ter : la communication d'œuvres à des fins d'illustration de l'enseignement.

Nous relevons qu'il est incohérent que la liste de l'article 87bis, § 1, 2°, ne soit pas parfaitement identique à celle reprise à l'article 79bis, § 2, alinéa 1^{er}.

b) Lors de la renumérotation des paragraphes de l'article 79bis consécutive à l'insertion d'amendements à la chambre, le texte de l'article 30 n'a pas été mis en concordance. Le présent amendement vise à corriger cet oubli.

N° 12 DE M. **BROTCORNE**

Art. 28bis (nouveau)

Insérer un article 28bis (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 28bis. — L'article 87, § 1^{er}, de la même loi est complété par la disposition suivante : « en ce compris les actes visés à l'article 79bis, § 1^{er} et 79ter, § 1^{er} ».

Verantwoording

Deze wijziging heeft tot doel artikel 30 aan te passen aan de voorgestelde wijziging van artikel 26.

Nr. 11 VAN DE HEER **BROTCORNE**

Art. 30

Het voorgestelde artikel 87bis, § 1, wijzigen als volgt :

a) in het 2°, tussen de woorden « 4^o ter, » en het woord « 8° », de woorden « 4^o quater, » invoegen en tussen de woorden « 3^o bis, » en het woord « 7° » de woorden « 3^o ter, » invoegen.

b) in het 3°, de woorden « 79bis, § 5 » vervangen door de woorden « 79bis, § 4 ».

Verantwoording

a) De beperkende lijst van de uitzonderingen waarvoor de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg de rechthebbenden het nemen van passende maatregelen kan opleggen, lijkt ons onvolledig. Dit amendement strekt ertoe die lijst aan te vullen met de verwijzingen naar de « vergeten » uitzonderingen.

De toevoegingen betreffen :

artikel 22, § 1, 4^o quater : de mededeling van werken ter illustratie bij onderwijs;

artikel 46, 3^o ter : de mededeling van prestaties ter illustratie bij onderwijs;

We wijzen erop dat het incoherent is dat de lijst van artikel 87bis, § 1, 2° niet volstrekt dezelfde is als die van artikel 79bis, § 2, eerste lid.

b) Bij de vernummering van de paragrafen van artikel 79bis ten gevolge van de invoeging van amendementen in de Kamer, werd vergeten de tekst van artikel 30 aan te passen. Dit amendement wil dit rechtzetten.

Nr. 12 VAN DE HEER **BROTCORNE**

Art. 28bis (nieuw)

Een artikel 28bis (nieuw) invoegen, luidende :

« Art. 28bis. — Artikel 87, § 1, van dezelfde wet, wordt aangevuld met de volgende bepaling : « , alsook aan de handelingen bedoeld in artikel 79bis, § 1 en 79ter, § 1 ».

Justification

Cet amendement a pour but d'étendre « l'action civile en cessation » aux actes de contournement de mesures techniques efficaces, aux actes de commercialisation et de promotion des dispositifs de contournement et services associés et aux actes de suppression et de modifications des informations sur le régime des droits ainsi qu'aux actes de commercialisation d'œuvres ainsi altérées.

Christian BROTCORNE.

Verantwoording

De bedoeling van dit amendement is dat « de burgerlijke rechtsvordering tot staking » wordt uitgebreid tot de handelingen van omzeiling van doeltreffende technische voorzieningen, de handelingen van het in de handel brengen en het stimuleren van omzeilingsinrichtingen en verwante diensten, en tot de handelingen van verwijdering of wijziging van informatie betreffende het beheer van rechten, alsook tot de handelingen van het in de handel brengen van de op die manier veranderde werken.